



TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES

Septembre 1982

RAPPORT SUR LA PARTICIPATION DU ZAIRE A L'AGRESSION INTERNATIONALE CONTRE LA RP D'ANGOLA



P . PIERSON-MATHY
Chargée de Cours ULB



TRIBUNAL DES PEUPLES

Session Zaïre

Sept 82

RAPPORT SUR LA PARTICIPATION DU ZAIRE
A L'AGRESSION INTERNATIONALE
CONTRE LA R.P. D'ANGOLA.

F. Pierson-Mathy,
Chargée de cours,
Université de Bruxelles.

LA PARTICIPATION DU ZAIRE A L'ACRESSION IMPERIALISTE CONTRE L'ANGOLA.

1975 - 1976

1ère PARTIE. LA LUTTE ARMEE CONTRE LE COLONIALISME PORTUGAIS - 1961-1974.

A. Les principales organisations politico-militaires angolaises et leurs relations avec le Congo-Zaïre pendant la lutte anti-coloniale.

L'Angola et le Zaïre partagent une frontière commune de quelque 2000 km. Des liens ethniques, culturels, historiques et économiques ont existé de tout temps entre les populations de ces deux pays. Plusieurs accords internationaux avaient d'ailleurs été conclus entre la Belgique et le Portugal concernant notamment l'utilisation par le Congo des voies de communication angolaises vers l'Atlantique.

L'accession à l'indépendance du Congo, le 30 juin 1960, ne pouvait manquer d'avoir des effets importants sur la situation politique dans la colonie portugaise voisine.

Le régime colonial portugais, vigoureusement hostile à l'éveil de tout nationalisme africain, n'avait pu empêcher, en effet, dans les années cinquante, la création d'organisations de résistance à sa politique coloniale qui chercheront auprès du nouvel Etat indépendant l'appui nécessaire au développement de leur lutte anti-coloniale. Deux d'entre elles retiendront particulièrement notre attention car elles seront appelées à exercer, pendant cette période, un rôle important pour l'avenir politique de l'Angola ; l'une, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) qui se heurte dès 1963 à l'hostilité du Congo-Zaïre, accédera au pouvoir après quatorze années de lutte anti-coloniale, et l'autre, le Front National de Libération de l'Angola (FNLA), alliée privilégiée du Congo-Zaïre, deviendra progressivement sous la direction de Holden Roberto, un instrument de la politique du Zaïre et de l'impérialisme en Angola.

Ainsi, après l'effondrement du pouvoir colonial portugais et le MPLA est sur le point d'accéder au pouvoir, le régime Mobutu n'a pas à intervenir militairement en Angola avec l'appui des Etats-Unis et la coalition avec les forces armées de l'Afrique du Sud, pour tenter, mais sans succès, d'imposer par la force des armes le FNLA et son allié, l'Unita, l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), fondé en 1966, à la direction d'un nouvel Etat indépendant.

Le soutien armé du Zaïre au FNLA et sa participation à l'agression contre le MPLA et le nouvel Etat angolais en 1975-1976, constituent l'élément logique de l'alliance étroite maintenue entre le FNLA et le Zaïre au Congo-Zaïre et sont liés au rôle particulier exercé par le FNLA dans la lutte anti-coloniale. Ces interactions sont inséparables des projets impérialistes concernant l'Afrique australe et le Zaïre.

Nous rappellerons, dans une première partie, l'origine et le caractère respectif des organisations angolaises dans la guerre anti-coloniale et leurs relations avec le Congo-Zaïre.

Nous examinerons ensuite, dans une deuxième partie, l'intervention du Zaïre en Angola après l'effondrement du régime colonial portugais, en restituant dans le contexte général de l'agression impérialiste contre le MPLA et la République populaire d'Angola en 1975-1976.

1. LE MOUVEMENT POPULAIRE DE LIBERATION DE L'ANGOLA - MPLA.

Le MPLA a été fondé à Luanda en 1956 à l'initiative d'un groupe d'intellectuels et de patriotes acquis pour la plupart à la pensée marxiste. Parmi ceux-ci figuraient Viriato da Cruz, Agostinho Neto, Mario de Andrade, mais aussi Amílcar Cabral, le fondateur, la même année, du futur Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert (PAIGC). Cette organisation nécessairement clandestine regroupait les premiers partis nationalistes clandestins et s'assignait pour tâche la formation d'un vaste front en vue de "la liquidation en Angola, par tous les moyens, du colonialisme portugais"

Ses activités à l'intérieur et son travail politique à l'étranger notamment lui valurent rapidement d'être la cible de la police politique coloniale. Plusieurs dizaines de ses cadres étaient, au moment de la proclamation de l'indépendance du Congo, dans les geôles du pouvoir colonial tandis que d'autres faisaient de Conakry, d'Accra et d'autres capitales étrangères, connaître la cause du peuple angolais aux Etats afro-asiatiques, aux pays socialistes et aux milieux progressistes des pays alliés du Portugal.

Après l'indépendance du Congo, le MPLA établira une représentation à Léopoldville, mais sa représentation principale à l'extérieur demeurera pendant un certain temps encore située à Conakry.

C'est le MPLA qui, en organisant l'attaque le 4 février 1961, des prisons de Luanda en vue de libérer les prisonniers politiques, dont plusieurs leaders du MPLA, déclencha le processus de la lutte armée de libération amenant, pour la première fois, face à l'ampleur de la répression portugaise, la saisie du Conseil de sécurité sur la question de l'Angola.

Menée dans des conditions très difficiles, la lutte armée du MPLA se heurtera très rapidement à l'hostilité d'une organisation ethnique et régionaliste, fondée au Congo-Zaïre, l'Union des Populations de l'Angola (UPA), implantée au sein des Bakongo et qui entretenait des rapports privilégiés avec le pouvoir au Congo-Zaïre.

Dès la fin de 1963, le développement de la lutte du MPLA sera gravement entravé par l'impossibilité pour ce Mouvement, de trouver un appui logistique au Congo-Zaïre dont il sera forcé, par le Premier Ministre Adoula,

de quitter le territoire en novembre 1963, alors qu'il y avait établi non seulement une représentation mais un centre médical important et des écoles pour les réfugiés et émigrés angolais, très nombreux au Congo-Zaïre.

Après le renversement du régime de l'Abbé F. Youlou à Brazzaville en août 1963, le MPLA bénéficiera de l'appui du nouveau gouvernement du Congo-Brazzaville et de facilités logistiques à proximité des maquis de Cabinda.

Il installera ensuite une représentation importante en Zambie, pays avec lequel l'Angola possède également une longue frontière commune, ce qui permettra au MPLA d'ouvrir, en 1966, un nouveau front au sud-est de l'Angola, confirmant ainsi la dimension nationale de sa lutte armée de libération.

Très proche des Mouvements de libération de la Guinée Bissau (PAIGC) et du Mozambique (FRELIMO), de Sao Tome et Principe (MLSTP), avec lesquels il partage l'objectif commun de la libération économique et sociale de leur peuple autant que de celui de l'indépendance politique de leur pays, le MPLA bénéficiera du soutien des Etats socialistes, y compris pendant longtemps de la Chine, et collaborera avec l'opposition portugaise à Salazar et à Caetano dans sa lutte contre le régime colonial.

Au cours des dernières années de la lutte anti-coloniale, les gouvernements des Etats nordiques et celui des Pays-Bas, reconnaissant l'effectivité de ce Mouvement et ses ^{responsabilités} dans l'administration de certaines zones de territoire angolais et d'un nombre important de réfugiés en Zambie et au Congo-Brazzaville, ont apporté une aide de type humanitaire à la lutte du MPLA. De nombreuses organisations non gouvernementales de développement situées dans d'autres pays alliés du Portugal, y compris en Belgique, octroyaient également une assistance à la lutte de libération. Cette assistance était destinée, dans la quasi-totalité des cas, au seul MPLA.

Le MPLA a porté le poids principal de la lutte anti-coloniale et a bénéficié, grâce à un important travail politique clandestin, d'un soutien étendu à l'ensemble du pays. Non raciste, le MPLA a, comme le FRELIMO et le PAIGC, mené une lutte qui n'a jamais été dirigée ni contre le peuple portugais ni contre les colons, mais uniquement contre l'appareil militaire et répressif de l'Etat colonial ainsi que contre les collaborateurs.

4.

de quitter le territoire en novembre 1963, alors qu'il y avait établi non seulement une représentation mais un centre médical important et des écoles pour les réfugiés et émigrés angolais, très nombreux au Congo-Zaïre.

Après le renversement du régime de l'abbé F. Youlou à Brazzaville en août 1963, le MPLA bénéficiera de l'appui du nouveau gouvernement du Congo-Brazzaville et de facilités logistiques à proximité des maquis de Cabinda.

Il installera ensuite une représentation importante en Zambie, pays avec lequel l'Angola possède également une longue frontière commune, ce qui permettra au MPLA d'ouvrir, en 1966, un nouveau front au sud-est de l'Angola, confirmant ainsi la dimension nationale de sa lutte armée de libération.

Très proche des Mouvements de libération de la Guinée Bissau (PAIGC) et du Mozambique (FRELIMO), de Sao Tome et Principe (MLSTP), avec lesquels il partage l'objectif commun de la libération économique et sociale de leur peuple autant que de celui de l'indépendance politique de leur pays, le MPLA bénéficiera du soutien des Etats socialistes, y compris pendant longtemps de la Chine, et collaborera avec l'opposition portugaise à Salazar et à Caetano dans sa lutte contre le régime colonial.

Au cours des dernières années de la lutte anti-coloniale, les gouvernements des Etats nordiques et celui des Pays-Bas, reconnaissant l'effectivité de ce Mouvement et ses ^{responsabilités} dans l'administration de certaines zones de territoire angolais et d'un nombre important de réfugiés en Zambie et au Congo-Brazzaville, ont apporté une aide de type humanitaire à la lutte du MPLA. De nombreuses organisations non gouvernementales de développement situées dans d'autres pays alliés du Portugal, y compris en Belgique, occupaient également une assistance à la lutte de libération. Cette assistance était destinée, dans la quasi-totalité des cas, au seul MPLA.

Le MPLA a porté le poids principal de la lutte anti-coloniale et a bénéficié, grâce à un important travail politique clandestin, d'un soutien étendu à l'ensemble du pays. Non raciste, le MPLA a, comme le FRELIMO et le PAIGC, mené une lutte qui n'a jamais été dirigée ni contre le peuple portugais ni contre les colons, mais uniquement contre l'appareil militaire et répressif de l'Etat colonial ainsi que contre les collaborateurs.

Lors de l'effondrement du pouvoir portugais, en avril 1974, le MPLA qui avait le soutien du peuple de Luanda, exerçait aussi une influence prédominante sur l'ensemble du pays, notamment dans les principaux centres urbains. Dans certaines régions toutefois, cette influence se heurtait à l'hostilité active de deux organisations ethno-nationalistes. Ainsi dans les provinces du nord, bases originaires d'appui au FNLA, le MPLA avait vu son action continuellement entravée par ce mouvement, tandis que l'influence et la lutte du MPLA au centre et au centre-est de l'Angola, se heurtait à l'hostilité de l'UNITA qui recrutait ses membres et basait son action sur une ethnie, les Umbundos, du plateau central.

Allié du PAIGC et du FRELIMO, le MPLA était également solidaire des Mouvements de libération d'Afrique australe encore sous la domination du régime d'apartheid et de son allié rhodésien.

Combattu par l'Afrique du Sud qui avait participé en Angola comme au Mozambique à des degrés divers à la répression armée du MPLA et du FRELIMO aux côtés de l'armée coloniale portugaise, le MPLA se trouvait, en 1975, en mesure d'apporter au Front Patriotique du Zimbabwe, à l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud et surtout au South West Africa People Organisation (SWAPO) de Namibie, pays avec lequel l'Angola possède une frontière commune, le soutien politique et logistique nécessaire au développement de leur lutte. De ce fait, l'Etat angolais devenait

l'ennemi direct contre lequel le régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud n'hésitera pas, en 1975, à envoyer, avec l'appui des Etats Unis, ses forces armées aux côtés de celles du Zaïre et à plonger le nouvel Etat indépendant dans une guerre non déclarée qui se poursuit encore de nos jours.

2. LE FRONT NATIONAL DE LIBÉRATION DE L'ANGOLA - FNLA.

Si le MPLA était dès l'origine un mouvement à vocation nationaliste créé dans la capitale par des intellectuels angolais et menait sa lutte politique clandestine dans l'ensemble de l'Angola, notamment dans les centres urbains, le Front National de Libération de l'Angola (FNLA), dirigé par Holden Roberto, est issu d'une organisation à base essentiellement ethnique et régionaliste, l'Union des Populations du Nord de l'Angola (UPNA) fondée en 1954 à Léopoldville⁽¹⁾ parmi les nombreux émigrés Bakongos établis de longue date dans ce pays voisin. L'UPNA avait alors pour objectif la construction, à cheval sur plusieurs frontières coloniales, du royaume de Kongo.

Ces Angolais établis dans la capitale congolaise, certains depuis les années 1912-1919, d'autres au lendemain de la 2e guerre mondiale, s'étaient facilement intégrés à la population congolaise du Bas Congo et participaient à la vie des associations d'entraide sociale créées parmi celles-ci. Ils maintenaient également des liens étroits avec l'Abako créé en 1950 en tant qu'organisation vouée à la renaissance culturelle de tous les Bakongos⁽²⁾.

L'UPNA, composée de royalistes Bakongos, appartenant pour la plupart à l'Eglise baptiste, limitait son action à cet objectif régional et tribal et n'avait aucun projet national. Ainsi le groupe de Matadi, dirigé par un émigré originaire de San Salvador, J. Pinnock, organisa en 1955, un mouvement d'opposition à l'élection en Angola, de Dom Antonio III, prétendant catholique au trône du royaume Kongo, candidat jugé par l'UPNA comme incapable de défendre les intérêts de la population Bakongo d'Angola, face à l'exploitation coloniale. Soucieuse d'éviter la transformation de la royauté en une force politique réelle, ce qu'avait cherché l'UPNA en voulant faire élire, mais sans succès, un candidat plus indépendant, l'administration coloniale portugaise, à la mort prématurée, en 1957, du Roi Dom Antonio bloqua jusqu'en 1962 toute nouvelle élection⁽³⁾.

(1) Une controverse existe quant à la création de l'UPNA, 1954 ou 1956 ? La plupart des auteurs, se référant aux déclarations de Holden Roberto retiennent la date de 1954, parmi ceux-ci G. Houser de l'American Committee on Africa, qui a eu des contacts réguliers dès 1954 avec les dirigeants de l'UPNA. MARCUM, J., quant à lui, cite la date de 1956, *op.cit.*, p. 25 et HOUSER, G., "Nationalist Organisations in Angola. Status of Revolt", in Southern Africa in Transition, Davis & Baker, Ed. Praeger, New-York, 1966, p. 155 et ss.

(2) DE SOUZA-CLINGTON, Angola Libre, Paris, Callimard, 1975, pp. 189 et 195-196.

(3) MARCUM, J., *op.cit.*, pp. 56 et 57 et DE SOUZA-CLINGTON, *op.cit.*, pp. 2

Dès lors, sous l'influence du groupe des émigrés de Léopoldville, dirigé par un certain Nekaka, oncle de Holden Roberto, le mouvement s'orienta vers une opposition de type plus moderne bien qu'essentiellement toujours à base ethnique.

Cette évolution se fit sous l'effet de facteurs internes et externes parmi lesquels on citera le rôle de certains milieux américains avec lesquels le groupe des exilés angolais de l'UPNA étaient en contact.

Dès 1952, les futurs dirigeants de l'UPA avaient cherché les conseils du consulat des Etats-Unis à Léopoldville pour tenter d'affirmer la fonction royale⁽¹⁾.

En 1955, après l'admission du Portugal à l'ONU, les mêmes dirigeants avaient adressé une requête aux Nations Unies demandant instamment :

"au nom du peuple du Royaume Kongo à être placés sous l'autorité des Nations Unies sous la forme d'une tutelle internationale confiée aux Etats-Unis d'Amérique" (2).

Ses auteurs exprimaient leur admiration pour ce pays, demandaient aux Etats Unis d'envoyer une mission d'enquête au Congo et affirmaient leur opposition à toute pénétration communiste au Kongo.

En mai 1956, Nekaka, Pinnock et Holden Roberto réaffirmaient, dans une lettre adressée à un fonctionnaire du Département d'Etat de passage à Léopoldville, leur argumentation en faveur du rétablissement du Royaume Kongo et dans une nouvelle lettre destinée à l'American Committee on Africa, animée notamment par un pasteur baptiste, G. Houser, qu'ils avaient rencontré à Léopoldville dès 1954, Nekaka exprimait le souhait du départ du Portugal et le désir de l'UPNA de voir le Royaume Kongo placé sous la tutelle des Nations Unies.

"en vue de le donner à un autre colonisateur qui sera en mesure de nous civiliser, au lieu de nous priver de nos besoins, comme cela se passe actuellement" (3).

En 1957 encore, une lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU par les mêmes dirigeants, "au nom des habitants du Royaume Kongo", demandait l'envoi d'une mission d'enquête de l'ONU pour examiner les conditions de travail, de santé et autres de la population du Royaume Bakongo⁽⁴⁾.

(1) MARCUM, J., op.cit., p. 61.
(2) Ibid., p. 61.
(3) Ibid., p. 62.
(4) Ibid., p. 62.

Peu à peu cet objectif royaliste et régionaliste devait être relégué à l'arrière plan et, en 1958, l'UPNA qui se sentait politiquement bridée au Congo belge, décidait d'élargir son champ d'action et de rechercher à l'étranger, en Afrique et aux États-Unis essentiellement, ainsi qu'aux Nations Unies, de nouveaux appuis. Holden Roberto fut désigné pour cette mission. Avec l'aide de ses amis baptistes américains, l'UPNA fut mise en contact avec G. Padmore, le conseiller panafricain de Nkrumah, et en 1958 l'UPNA était invitée à participer à la première Conférence des Peuples africains organisée à Accra.

Son séjour au Ghana, au contact des grands nationalistes africains et de personnalités comme F. Fanon, devait convaincre Holden Roberto du caractère anachronique de la lutte menée par l'UPNA et de celui trop étroit de ses assises ethniques. Dès lors, en décembre 1958, l'UPNA devenait l'Union des Populations de l'Angola (UPA) et proclamait, dans un manifeste distribué lors de la Conférence Panafricaine, l'objectif de la libération nationale de tout l'Angola.

En 1959, Holden Roberto assista à la Conférence des Ministres des Affaires étrangères des États africains indépendants au Libéria. Il participa ensuite secrètement aux Nations Unies à New York, aux travaux de la délégation de la Guinée Conakry sur la question des colonies portugaises et établit de très nombreux contacts avec les milieux américains les plus divers.

En janvier 1960, Holden Roberto représentait l'UPA à Tunis, à la 2^{ème} Conférence des Peuples africains - où se trouvait également une délégation du MPLA - et devait établir la base de relations étroites avec le Président Bourguiba qui allait lui apporter le soutien durable de la Tunisie. Il se rendit à nouveau à Accra où, pour la première fois, il fit l'objet d'appressants des dirigeants ghanéens l'invitant à former un front uni avec le MPLA. Son refus de toute tentative en ce sens allait compromettre assez rapidement les appuis reçus des régimes de Nkrumah et de Sekou Touré.

L'expérience acquise à l'étranger et les contacts établis avec les dirigeants politiques africains, allaient renforcer l'autorité de Roberto Holden au sein de l'UPA et lui permettre d'accéder rapidement à la présidence du Mouvement et à celle du FNLA ensuite qu'il dominera de sa personnalité politiquement plus zafroise qu'angolaise.

ce pays à l'âge de deux ans. Elevé et éduqué à l'école de la mission baptiste à Léopoldville, il ne devait retourner en Angola qu'en 1940 pour une année d'étude dans une école de mission baptiste à Sao Salvador. De retour au Congo, il a fait carrière comme comptable et travaillé dans plusieurs villes du pays, notamment à Elisabethville où il fit la connaissance de Patrice Lumumba.

A partir de 1949, il était de retour à Léopoldville qu'il ne quittera plus si ce n'est pour des déplacements à l'étranger. Il demeurera même à Kinshasa après l'effondrement du pouvoir colonial portugais. C'est de la capitale zaïroise qu'Holden, qui s'était séparé de sa première épouse d'origine bakongo pour épouser une belle-soeur de Mobutu⁽²⁾, continuera à diriger le FNLA, sauf pour de courtes visites au front en 1975-1976. Jamais Holden Roberto ne s'installera en Angola, ni ne se rendra même à Luanda où il était d'ailleurs impopulaire et considéré comme un étranger.

L'accession à l'indépendance du Congo, le 30 juin 1960, ouvre à l'UPA, très introduit dans les milieux politiques congolais, des possibilités nouvelles d'action qui lui confèrent un avantage important sur le MPLA.

Désormais, l'UPA opère officiellement de Léopoldville, édite un journal, utilise la radio pour la diffusion de sa propagande, dispose d'armes et a accès à la frontière nord de l'Angola où se trouvent les bases de son soutien.

Le 15 mars 1961, l'UPA déclenche quelques semaines après le passage à l'action directe par le MPLA et alors que le Conseil de sécurité est saisi pour la première fois, de la question de l'Angola, l'insurrection dans une vaste région de plantations de café au nord-ouest de l'Angola, région de peuplement Bakongo⁽³⁾.

- (1) De son vrai nom Holden Carson Graham, Holden aurait angolaisé son nom en Holden Roberto. STOCKWELL, J., *In Search of Enemies, A C.I.A. Story*, Norton, New York, 1978, p.
- (2) H. Roberto a démenti, dans une interview parue dans "Le Monde", le 6 juin 1975, cette information, en même temps qu'il niait, contre toute vérité, recevoir une aide des Etats-Unis.
- (3) Pour le point de vue de l'UPA sur ce soulèvement : "La Révolution angolaise", *Présences africaines*, 1er trimestre 1963, pp. 105-126 ; MOSER, P.A., *La révolution angolaise*, Tunis 1966, pp. 46 et ss. et pour une analyse plus nuancée, MARCUM, J., *op.cit.*, pp. 130-154, DAVEZIES, *La guerre en Angola*, Ducros, Bordeaux, 1968, WHEELER, D., dans WHEELER & PELLISSIER, "Angola", New York, Praeger, 1969, p. 177 et ss.
Le MPLA a dénoncé la politique tribale et raciale de l'UPA et les crimes commis lors de cette insurrection au cours de laquelle 8000 Angolais auraient été massacrés par l'UPA, "L'Angola", *Information CONCP*, Alger 1969, pp. 97-100.

L'attaque se prolonge jusqu'en juillet 1961. Elle revêt par endroits la forme de jacqueries et fit, au début, de nombreuses victimes parmi les colons, mais aussi parmi les métis, les assimilés et certains travailleurs sous contrat appartenant à d'autres ethnies et que l'UPA prend également pour cible.

Commencée sous forme de massacres menés par des commandos de l'UPA venus du Congo, mal encadrés, mal armés, sans expérience de la guérilla et qui comptaient dans leurs rangs des éléments non angolais recrutés parmi la pègre de Léopoldville⁽¹⁾, la lutte se poursuivra à partir de la mi-mai sous une forme plus organisée de guerre de guérilla mais très coûteuse en vies humaines pour les combattants et leurs sympathisants.

Si elle parvint pendant six mois, grâce au soutien des masses paysannes exploitées par les colons dont elle mobilisa la violence, à provoquer l'effondrement de l'administration coloniale dans la région, elle ne provoquera ni soulèvement général des Bakongo ni n'entraînera non plus d'actions similaires dans d'autres régions de l'Angola.

La répression coloniale sera très brutale et sans proportion aucune avec l'étendue des premiers massacres. Elle sera menée avec d'importants moyens militaires par l'armée et parallèlement par les colons, organisés en milice, qui sèmeront la terreur au nord du pays par leurs opérations de représailles. L'ensemble du pays n'échappera pas à certaines formes de répression dont seront victimes, en premier lieu, les Angolais éduqués, métis et assimilés.

Cette insurrection basée sur une stratégie tribale et raciste dont le succès était lié à une victoire rapide fondée sur l'exode massif des colons portugais, comme cela s'était passé au Congo ex-belge lors de la mutinerie de la force publique, provoqua non l'exode des colons mais celui massif des populations africaines du nord de l'Angola vers le Congo, au point de vider certaines parties du territoire de leurs habitants et de rendre très difficiles par la suite les activités de guérilla⁽²⁾. 150.000 à 300.000 personnes quittèrent leurs villages pour l'exode ou la forêt. 50.000 périrent pendant cette période.

(1) WHEELER, D., op.cit., p. 181.

(2) DAVEZIES, op.cit., p. 63 ; WHEELER, D., op.cit., p. 202.

Menée d'une manière raciste, cette lutte aliéna non seulement contre l'UPA les Blancs mais aussi les Métis et les Assimilés, c'est-à-dire un grand nombre d'Angolais instruits.

Les méthodes de terreur utilisées pour forcer les populations locales n'appartenant pas au sous-groupe Baxikongo, dont certaines se montraient réticentes à se laisser entraîner au combat, et qui reflétaient l'absence d'encadrement politique et le niveau très bas d'organisation de l'UPA, devaient laisser des séquelles profondes de méfiance au sein d'une population acculée à l'exode ou à partager dans la forêt avec les bandes de partisans de l'UPA, une existence où la lutte pour la survie l'emportait sur le reste.

Après 1961, l'UPA conserva, pendant quelques années, certaines poches de forêts et de jungle dans la région nord. Dans l'une d'entre elles, la région de Fuesse, près de la frontière du Congo, l'UPA avait réussi à bâtir une structure administrative rudimentaire. Cette région sera parcourue par plusieurs visiteurs étrangers et contribuera à donner à l'extérieur l'image que l'UPA était la principale force combattante sur le terrain.

Par la suite, l'UPA ne mènera plus au nord du pays, la seule région où elle réussira à poursuivre sa lutte, que des actions dispersées et irrégulières sans encadrement politique des populations. Son combat sera autant dirigé contre les forces armées portugaises que contre le MPLA dont il s'acharnera à éliminer les combattants et les militants lorsque ceux-ci chercheront à opérer dans ces régions où à transiter par le territoire zaïrois⁽¹⁾.

En dépit de la carence de son activité politique à l'intérieur même de l'Angola et la portée très limitée de ses activités militaires, l'UPA va continuer à bénéficier du soutien du Zaïre ; à partir de la fin 1963, ce soutien lui sera attribué exclusivement.

Alors que Kasavubu le tient à distance, Holden Roberto trouve, en effet en Cyrille Adoula, ami personnel, Ministre de l'Intérieur devenu grâce à l'intervention de l'ONU, Premier Ministre à partir du 1er août 1961, un allié déterminé à lui apporter une aide qui renforce le FNLA sur le plan international.

(1) MARCHM, op.cit., pp. 213, 215 ; WHEELER, op.cit., p. 203 ; DAVEZIES, op.cit., p. 50.

"L'ampleur de l'aide du gouvernement central à Holden Roberto ne pouvait être comprise qu'en termes de -consentement- des Etats-Unis à cette aide. Tout comme les Etats-Unis appuyaient Aduala contre Gizenga, Aduala appuyait Roberto contre Andrade"(1)

Décidé à obtenir, sur le plan diplomatique, ce qu'il ne pouvait gagner sur le terrain politique et militaire en Angola et soucieux d'écartier toute possibilité de front avec le MPLA, dont il redoutait la qualité de la direction et des cadres, l'UPA allait chercher à se donner les caractères d'une organisation nationale pour revendiquer ensuite une légitimité et une représentativité exclusive en proclamant un gouvernement en exil.

Ainsi, fin 1961, Jonas Savimbi, un universitaire originaire du centre de l'Angola et appartenant à l'ethnie Ovimbundu, rejoignait l'UPA sur les conseils de Tom Mboya du Kenya⁽²⁾. Il amenait avec lui d'autres étudiants angolais. A peine membre de l'UPA, Savimbi était promu par Holden Roberto au poste de secrétaire général et à la même époque Holden Roberto annonçait la formation prochaine d'un Gouvernement Révolutionnaire en Angola.

Au début de 1962, G. Houser et J. Marcum parcouraient, en territoire angolais, les zones où opérait l'UPA et attestaient de la présence, dans les forêts contrôlées par cette organisation, de populations encadrées localement par l'UPA, vivant dans des conditions de grand dénuement mais participant à la lutte.

Cette visite devait être dénoncée par les milieux progressistes européens car elle semblait avoir été mise sur pied pour préparer le projet de création d'un gouvernement en exil, projet déjà considéré à l'époque comme répondant aux intérêts américains⁽³⁾.

En mars 1962, l'UPA annonçait la formation d'un "front" avec un petit mouvement nominallement nationaliste, le Parti Démocratique Angolais (PDA) qui n'était autre que l'ancien ALLIAZO, mouvement à base ethnique, regroupant les Bazombo, une population Bakongo exilée en majorité au Congo⁽⁴⁾. Le 28 mars, l'alliance entre ces deux organisations, fondées par des émigrés, donnait naissance au FNLA, le Front National de Libération de l'Angola.

(1) MARIO DE ANDRADE, alors président du MPLA. Cité par J. MARCUM, op.cit., p. 261.

(2) MARCUM, J., op.cit., p. 245.

(3) Ibid., p. 232.

(4) ALLIAZO, Alliance des ressortissants de Zombo.

Le 5 avril, renonçant à établir un gouvernement à l'intérieur de l'Angola, en l'absence d'une effectivité réelle, car les zones contrôlées par son armée n'étaient ni suffisamment vastes ni suffisamment stables, le FNLA proclamait le Gouvernement Révolutionnaire Angolais en Exil (GRAE) avec siège à Léopoldville et revendiquait la représentativité exclusive du peuple angolais.

Bien que le GRAE ait été proclamé en avril 1962, il fallu attendre plus d'une année pour obtenir sa première reconnaissance de jure. Elle viendra, le 27 juin 1963, du gouvernement congolais présidé par C. Adoula. Celui-ci invoquait le fait que le Congo abritait les représentants de plusieurs mouvements angolais en exil et était, de ce fait, mieux à même que d'autres pays de faire le choix en jugeant le FNLA-GRAE comme le plus représentatif⁽¹⁾.

Cette décision intervient au lendemain de la création de l'OUA dont l'un des buts fondamentaux est l'élimination du colonialisme du continent africain. Une aide matérielle est prévue par l'OUA à cet effet, notamment pour les mouvements de libération des colonies portugaises.

Dans le cas de l'Angola, le Comité de libération de l'OUA décida l'envoi d'une mission de bons offices au Congo, chargée de faciliter l'unité entre les mouvements angolais. La mission séjourna du 13 au 18 juillet à Léopoldville. 300.000 réfugiés angolais vivaient au Congo où le FNLA et le MPLA étaient tous deux représentés, mais où seul le FNLA disposait de grandes facilités d'action y compris militaires, alors que le MPLA était tout au plus toléré dans le pays. Le rapport de la mission fut favorable au FNLA et, en août 1963, la Conférence des Ministres des Affaires étrangères, réunie à Dakar, décide de reconnaître le FNLA comme la seule organisation nationaliste angolaise et de lui accorder exclusivement son soutien financier, militaire et diplomatique. Les Etats africains furent invités à reconnaître le GRAE et à n'accorder aucune aide à d'autres organisations angolaises, donc au MPLA.

Une série de reconnaissances bilatérales s'ensuivront non seulement de la part de la Tunisie et du Sénégal, mais aussi du Maroc, de l'Algérie, pays dont le MPLA recevait un appui⁽¹⁾.

(1) MOSER, P., cite le nom de vingt-trois Etats africains ayant reconnu le GRAE, op.cit., p. 90.

Un des effets les plus néfastes de cette reconnaissance internationale fut qu'elle servit de prétexte au gouvernement Adoula pour interdire les activités du MPLA sur son territoire, y compris celle de ses services sociaux et médicaux en ordonnant la fermeture, en novembre 1963, de la représentation du MPLA et l'expulsion de ses militants du territoire congolais. Cette interdiction persista pendant toute la guerre coloniale.

A partir de cette date, l'accès et la circulation sur le territoire du Zaïre furent défendus au MPLA sous peine d'assassinats et de sévices pour ses militants, hommes ou femmes, tombés entre les mains du FNLA, ou de longs séjours dans les geôles du FNLA ou du régime Mobutu.

Non seulement la MPLA devait survivre à cette tentative de liquidation politique en se réorganisant, mais la victoire diplomatique du FNLA, dont le régime Adoula avait été l'instrument, devait être de courte durée.

Dès 1964, le FNLA subit une série de revers. Adoula cède le pouvoir à Tshombé. Le fait que le FNLA maintient son quartier général à Léopoldville suscite de nombreuses critiques. Sur le terrain, le FNLA piétine, des dissensions nombreuses l'affaiblissent, et sur le plan diplomatique international, il va subir un recul important.

Plusieurs chefs d'Etats remettent en question, dès août 1964, lors de la Conférence des Chefs d'Etats de l'OUA au Caire, l'attribution exclusive de l'aide au seul FNLA. J. Savimbi, présent au Caire, démissionne avec éclat du GRAE en jetant des accusations graves contre Holden Roberto.

L'OUA crée un sous-Comité chargé d'enquêter sur l'effectivité des organisations angolaises. Le rapport déposé est favorable au MPLA qui vient d'ouvrir un nouveau front à Cabinda.

En novembre 1964, le Comité de Libération de l'OUA, reconnaissant l'effectivité du MPLA, décide de lui accorder une aide technique et matérielle.

Les masques tombent progressivement. En 1965, l'OUA suspend même l'envoi de l'aide matérielle au FNLA, aide qui sera reprise par la suite.

Holden Roberto est accusé par Th. Kanza d'avoir trempé dans la liquidation physique de Patrice Lumumba⁽¹⁾.

(1) C.E.R.I., Angola, Année Africaine, 1965, Bordeaux, p. 116.

Petit à petit les reconnaissances bilatérales du GRAS tomberont en désuétude. Seuls la Tunisie et le Zaïre, y compris sous le régime Tshombé et malgré certaines difficultés dans ses rapports avec le GRAE, continueront, en Afrique, à apporter un soutien exclusif au FNLA, tandis que les Etats progressistes réserveront leur appui au seul MPLA.

Pendant toutes les années de la guerre coloniale, les activités du FNLA en Angola seront surtout des activités de type militaire limitées pour l'essentiel aux régions nord de l'Angola.

Le FNLA ne parviendra pas à ouvrir de nouvelles zones de guerre au-delà de la zone où la rébellion de 1961 avait commencé.

Dans les années qui précéderont l'effondrement du régime portugais, le FNLA, qui dispose d'une réserve militaire de plusieurs milliers d'hommes puisés dans les centaines de milliers de réfugiés, la maintiendra quasiment intacte dans ses bases arrières au Zaïre, spécialement à Kinkusu que le gouvernement Adoula a mis à sa disposition dès 1962. Ses opérations armées en Angola se limiteront de plus en plus, alors, à des raids et opérations menés à partir du territoire zaïrois.

Après les défections de 1964, notamment celle de J. Savimbi, Holden Roberto se retrouve, en fait, à la tête d'un mouvement ethnique essentiellement Bakongo sans perspective d'implantation politique nationale. Une partie de ses activités militaires, après l'expulsion du MPLA du Congo, ont pour but d'empêcher, à tout prix, le développement de la lutte du MPLA dans le nord du pays. Pour maintenir sa suprématie dans cette région, le FNLA, soutenu par le régime Mobutu, s'acharne à empêcher le MPLA d'alimenter en hommes et en armes ses combattants du nord. Au besoin, les bandes armées du FNLA qui opèrent au nord de l'Angola, massacrent les combattants et les cadres du MPLA ou, s'ils les capturent sur le territoire zaïrois qu'ils traversent parfois clandestinement, ils sont, avec la complicité directe du régime Mobutu, détenus dans les geôles du FNLA en territoire zaïrois.

Contrairement au MPLA, le travail de mobilisation et de formation politiques du FNLA demeure quasi inexistant en Angola. Sa seule véritable assise sont les 500.000 angolais exilés et réfugiés vivant au Zaïre, dont les autorités de ce pays lui réserve le monopole de leur encadrement.

A Luanda, comme dans les autres centres urbains angolais, c'est le MPLA qui organise la lutte clandestine, le FNLA n'y ayant pratiquement pas de partisans.

Cette situation et le refus systématique du FNLA de rechercher une entente avec le MPLA dont la représentativité s'affirme, malgré les initiatives pressantes de l'OUA, amèneront le Comité de Libération de l'OUA, en juillet 1968, à retirer sa reconnaissance de jure du GRAE.

Cette décision n'affectera pas les relations privilégiées du FNLA avec le Congo, que domine depuis novembre 1965, le Président Mobutu. Bénéficiant de la complicité totale de ce régime, le FNLA se transforme en une armée des frontières, bien équipée et qui attend l'heure du pouvoir tout en poursuivant, à l'extérieur, un travail de division et de sape du MPLA qu'il traite comme son ennemi principal.

A Kinshasa, le FNLA maintient des contacts avec la CIA qui lui fournit une aide sporadique. Comme le confirmera J. Stockwell, responsable de "Task Force" de la CIA chargée d'organiser la participation américaine à la guerre contre l'Angola en 1975-1976, le FNLA constituait, pour les services secrets américains au cours de la guerre coloniale, la principale source d'information sur les activités nationalistes en Angola⁽¹⁾.

Au moment de l'effondrement du pouvoir colonial portugais, le FNLA, qui n'a d'audience qu'au sein de la population émigrée au Zaïre et dans les régions nord de l'Angola, va tenter, avec l'aide du Zaïre, de s'imposer en Angola par la force des armes et d'écarter le MPLA du pouvoir.

Son échec politico-militaire conduira le Zaïre à intervenir avec ses propres forces armées en Angola dans ce qui allait devenir, avec la participation secrète de la CIA, des mercenaires européens et américains, et l'intervention de l'armée sud-africaine, un vaste complot contre le MPLA et avec agression de l'impérialisme contre l'Angola.

(1) STOCKWELL, J., op.cit., p. 52.

III. L'UNION POUR L'INDEPENDANCE TOTALE DE L'ANGOLA - UNITA.

L'UNITA est la troisième organisation qui a participé militairement à la première guerre de libération.

Elle a été fondée en 1966 par Jonas SAVIMBI, qui avait démissionné avec fracas de son poste de Ministre des Affaires étrangères du CRAE, en 1965. J. Savimbi, originaire de Nova Lisboa (Huambo) au centre de l'Angola, appartient à l'ethnie Ovimbundu. Il est issu d'une famille protestante et a fait des études universitaires en Suisse.

Essentiellement tribaliste et régionaliste, bien que se prétendant un mouvement nationaliste, l'UNITA a été établie par Savimbi à l'époque où le MPLA venait d'ouvrir un nouveau front au sud-est de l'Angola.

L'UNITA se manifesta, pour la première fois, de manière spectaculaire à la fin de 1966 lors de l'attaque, le 24 décembre, de la ville frontalière de Texeira de Souza, située sur le chemin de fer de Benguela, à 11 km du Zaïre.

Les méthodes de combat utilisées alors étaient identiques à celles des débuts de l'insurrection de l'UPA en 1961 : 500 hommes équipés seulement d'armes traditionnelles et de quelques armes automatiques, drogués, sans formation politique ni préparation militaire, se lançaient à l'assaut d'une agglomération urbaine. Plus de 250 d'entre eux seront tués par l'armée portugaise ce jour-là.

L'exploit s'arrêtera là, mais désormais le nom de l'UNITA est connu internationalement.

L'UNITA concentrera une partie de ses opérations dans la région du chemin de fer de Benguela, entravant à plusieurs reprises, le trafic ferroviaire ce qui lui vaudra d'être expulsé, en 1967 de la Zambie, utilisatrice de cette voie ferrée.

Quoiqu'après 1967, l'UNITA prétendait avoir établi son quartier général dans les zones libérées du centre de l'Angola, il est apparu assez vite que non seulement l'UNITA était une organisation tribaliste et régionaliste, mais qu'elle opérait en collaboration avec l'armée portugaise et l'aidait sur le terrain à combattre le MPLA sur le front est.

2ème PARTIE. L'AGRESSION INTERNATIONALE CONTRE LE MPLA ET LA R.P. D'ANGO

Le rôle du Zaïre dans cette agression : 1975-1976.

A. L'internationalisation et la militarisation par le FNLA, soutenu par le Zaïre, de la lutte pour le pouvoir en Angola.

Au moment du renversement du régime Caetano à Lisbonne, le 25 avril 1974, les trois organisations politico-militaires précédemment citées, le MPLA, le FNLA et l'UNITA, revendiquent le pouvoir en Angola.

Le FNLA et l'UNITA étaient à l'origine, et sont demeurés pendant les années de lutte, des mouvements de nature tribaliste et régionaliste.

La lutte du FNLA n'avait jamais réussi à s'affermir au-delà de son implantation tribale. Raciste et anti-Blancs, le FNLA avec son idéologie, ses méthodes et ses pratiques de type fasciste a été, avec la collaboration active du Zaïre, l'un des instruments d'une politique dirigée de l'extérieur contre le MPLA. Sa force consistait dans les 500.000 exilés et réfugiés angolais établis au Zaïre qu'il était, grâce à l'appui du Zaïre, seul à pouvoir contrôler et encadrer, et dans son armée, recrutée parmi ces réfugiés, et formée par des instructeurs étrangers, notamment zaïrois, et au sein de laquelle il était devenu impossible de distinguer entre Angolais et Zaïrois.

Agent de l'impérialisme en Angola, ⁽¹⁾ la reconnaissance que lui avait attribuée l'OUA en tant que "mouvement de libération" lui donnait toutefois une apparence de légitimité.

L'UNITA, tribaliste et régionaliste, non reconnue par l'OUA et devenue le collaborateur des forces armées portugaises dans leur lutte contre le MPLA, devait se présenter, au lendemain du 25 avril, sous l'apparence d'une troisième force modérée, prétendant offrir la perspective d'un régime de type social-démocrate en Angola, susceptible de plaire aux colons portugais et à l'Europe occidentale.

Seul le MPLA avait démontré, par l'étendue de sa lutte armée à diverses régions du pays, par sa direction véritablement nationale, par le soutien dont il disposait dans l'ensemble du pays ^{et} par son programme politique, qu'il possédait une implantation et un projet vraiment nationaux et qu'il luttait pour une indépendance réelle et non pour des intérêts étrangers.

(1) Cf. infra.

Tout comme le PAIGC en Guinée Bissau, le FRELIMO au Mozambique, seul le MPLA dépassait en Angola le cadre du tribalisme et du régionalisme. Comme ces organisations, il n'a jamais été raciste et comptait dès l'origine dans ses rangs des Métis et des Blancs. Défendant une position de non alignement et d'indépendance, solidaire des autres luttes de libération, le MPLA était seul apte à défendre un projet politique qui ne soumettrait pas les intérêts du peuple angolais aux puissances étrangères.

Ayant, comme le PAIGC et le FRELIMO, développé une véritable lutte de libération appuyée sur un vaste soutien populaire, le MPLA apparaissait en Angola comme le représentant légitime du peuple angolais avec lequel le nouveau pouvoir portugais devrait négocier les modalités de l'indépendance comme il allait le faire au Mozambique, en Guinée et au Cap Vert, à Sao Tomé et Príncipe avec les seuls FRELIMO, PAIGC et MLSTP.

Ce sont, en effet, ces organisations qui avaient pris l'initiative de la lutte armée de libération et qui l'avait dirigée avec succès restituant ainsi à leur peuple leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

1. Le Zaïre lié aux manoeuvres internationales visant à éliminer ou à marginaliser le MPLA au sein du futur Etat angolais. La politique de "réconciliation" imposée par l'accord d'Alvor (1975).

Dans une première phase cependant, le nouveau régime portugais, alors présidé par le Général Spínola, prétend ignorer le caractère représentatif du MPLA et va tenter d'écarter le Mouvement de libération angolais du pouvoir. Le Zaïre, hostile au MPLA, est directement associé à ce projet ainsi qu'en atteste la rencontre secrète à l'île de Sal (Cap Vert), organisée le 15 septembre 1974, entre le chef d'Etat portugais et le Président Mobutu, avec la participation de Holden Roberto et de J. Savimbi, les présidents respectifs du FNLA et de l'UNITA, rencontre à laquelle le MPLA n'est pas invité (1).

Le 28 septembre toutefois, le Général Spínola est lui-même écarté du pouvoir. L'influence accrue du Mouvement des Forces Armées (MFA) au sein du gouvernement va contribuer à clarifier la politique de décolonisation du nouveau régime portugais en ce qui concerne la Guinée Bissau, le Cap Vert, Sao Tomé et Príncipe et le Mozambique. Elle met fin également au dialogue

(1) Un groupe facieionniste, dirigé par D. Chipenda, avait été invité à "représenter" le MPLA à Sal. Sur ce groupe, v. infra.

privilegié avec le régime Mobutu concernant l'avenir de l'Angola, mais ne signifie pas l'abandon d'une politique néo-coloniale vis-à-vis de ce pays, où se trouve le plus grand nombre de colons d'origine portugaise et les plus importantes richesses naturelles exploitées tant par le capitalisme portugais que par des intérêts étrangers qui avaient misé sur la préservation d'un certain statu quo en Angola et en Afrique australe.

Si Lisbonne reconnaît alors la représentativité du FRELIMO au Mozambique, celle du PAIGC en Guinée Bissau et au Cap Vert et celle du MLSTP à Sao Tomé et Príncipe et négocie, avec chacune de ces organisations et avec elles seules, les conditions de l'accession ou de la reconnaissance de l'indépendance, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'Angola.

Avant toute négociation concernant l'octroi de l'indépendance, le nouveau pouvoir portugais exige au préalable "la réconciliation" entre le MPLA, le FNLA et l'UNITA et s'efforce donc de marginaliser le MPLA.

Entretiens, des accords de cessez-le-feu avaient été conclus, dès juin 1974, entre les forces armées portugaises et l'UNITA et, en octobre de la même année, avec le FNLA et le MPLA successivement. (1)

La conclusion de ces accords impliquait la reconnaissance, par les nouvelles autorités portugaises, de la légitimité de ces organisations et de la liberté d'exercer leurs activités politiques dans ce pays et notamment à Luanda, la capitale.

Ainsi, la première délégation du FNLA venue du Zaïre, fortement armée et disposant de moyens financiers importants dont des fonds secrets en provenance de la CIA⁽²⁾, s'installait à Luanda, le 30 octobre.

La délégation du MPLA, venant de Zambie sans armes, faisait, de son côté, le 8 novembre, une entrée triomphale à Luanda. La population de la capitale était, en effet, solidaire du MPLA qui y disposait, pendant la lutte anti-coloniale, d'une importante organisation clandestine. L'UNITA, pour sa part, s'établissait dans la capitale angolaise, le 10 novembre, avec l'appui surtout d'une partie de la population blanche.

(1) Toutes les opérations offensives de l'armée portugaises contre les nationalistes angolais avaient été arrêtées fin mai 1975.
Le Soir, 21 mai 1982.

(2) Infra.

La situation était alors très tendue dans le pays. Une vague de provocations et d'agressions racistes, émanant principalement de certains milieux européens, commencée en juillet 1974, se poursuivait et s'intensifiait même à Luanda, provoquant au total plusieurs centaines de morts, principalement africains. (1)

D'autre part, des affrontements armés avaient éclaté dans le district de Cabinda, en octobre 1974 à l'instigation du FLEC, une organisation régionaliste appuyée par le Zaïre (2). Le FLEC revendiquait l'indépendance de cette région très riche en pétrole et située sur l'océan entre le Zaïre et le Congo-Brazzaville. Géographiquement séparé de l'Angola, Cabinda était administré comme une partie intégrante de ce pays depuis 1950. Le MPLA y avait consolidé la résistance armée contre le colonisateur portugais dès les débuts de la lutte pour l'indépendance.

Le MPLA connaissait, en ce moment-là aussi, des difficultés internes sous la forme principalement d'une dissidence d'un groupe de combattants dirigé par un cadre important de la direction du MPLA, D. Chipenda. Soutenu par le Zaïre, ce groupe dit de la révolte de l'Est, allait, en février 1975, s'allier au FNLA et participer ensuite, aux côtés des forces armées sud-africaines et zaïroises à l'agression contre le MPLA et la R.P. d'Angola (3).

Il est important de noter aussi que la politique du nouveau pouvoir portugais, qui soumettait toutes négociations préalables à l'indépendance à la "réconciliation" entre les trois organisations angolaises, était appuyée formellement par les Etats-Unis qui soutenaient secrètement toutefois le FNLA, par la Chine devenue l'alliée militaire du FNLA, par la plupart

(1) Guardian, 17-19 juillet 1974.

(2) Le FLEC recevait également un certain appui des milieux pétroliers français et a pu, pendant un certain temps, avoir une représentation au Congo Brazzaville, pays solidaire du MPLA. A ce sujet, voir les Déclarations du Président Neto au Journal Expresso, cités dans "Facts and Reports", Angola Comité, Amsterdam, Vol. 5, n° 4, 22 février 1975. Le FLEC proclama, le 1er août 1975, à Kampala en Ouganda, l'indépendance de Cabinda, avec l'appui d'Amin Dada alors Président de l'OUA. Cette proclamation demeurera sans suite. Daily News, Tanzania, 2 août 1975, cité dans "Facts and Reports", n° 17/18, 8 septembre 1975.

(3) D. Chipenda aurait été, selon l'Amiral Ross Coutinho, un ancien agent de la PIDE, infiltré au sein du MPLA.

(4) Interview publiée dans Afrique-Asie, 19 mai 1975.

des gouvernements occidentaux et par la majorité des Etats africains, ce qui entraînait, dès lors, l'appui de l'OUA. Or cette politique mettait sur le même plan que le MPLA, deux organisations, le FNLA et l'UNITA, qui n'avaient joué qu'un rôle limité et ambigu dans la lutte anti-coloniale et qui étaient, en réalité, liées à des forces étrangères favorables à la mise en place d'une solution néo-coloniale en Angola. La participation de ces organisations aux invasions zaïroise et sud-africaine le prouvent dramatiquement.

L'exigence de la réconciliation comme préalable à l'indépendance, devait toutefois conduire à un rapprochement plus ou moins forcé, entre ces trois organisations, concrétisé, en premier lieu, par un accord FNLA-UNITA, conclu le 25 novembre 1974 à Kinshasa, ensuite par un accord MPLA-UNITA, signé le 10 décembre 1974 à Luso (Angola), et finalement par un accord tripartite, conclu le 6 janvier 1975 à Mombasa (Kenya).

On assistait alors à une accélération du processus de décolonisation.

Le 15 janvier 1975, le gouvernement portugais signait l'accord d'Alvor avec les trois organisations angolaises⁽¹⁾. Cet accord reconnaissait ces organisations comme les uniques et légitimes représentants du peuple angolais. Il fixait au 11 novembre 1975, la date de la proclamation de l'indépendance de l'Angola. Il prévoyait que le pays serait gouverné, jusqu'à cette proclamation, par un Haut Commissaire portugais et par un gouvernement de transition composé de manière tripartite, de manière à y inclure, sur une base égalitaire, des représentants des trois organisations angolaises. Des élections générales étaient prévues préalablement à la proclamation de l'indépendance. L'accord consacrait aussi l'unité et l'indivisibilité du territoire dans ses limites actuelles.

Sur le plan militaire, l'accord décidait l'intégration progressive des forces combattantes des trois organisations et des forces portugaises au sein de forces armées mixtes : chaque organisation angolaise intégrant respectivement 8.000 combattants et les Portugais 24.000.

(1) Texte dans "Facts and Reports", Vol. 5, n° 3, 8 février 1975.

Sous couvert de réconciliation et d'égalité entre organisations angolaises, de compétition pacifique pour les élections, l'accord d'Alvor, en légitimant le FNLA et l'UNITA au même titre que le MPLA, masquait, en réalité, une stratégie visant à neutraliser la dynamique révolutionnaire de la lutte pour l'indépendance menée par le MPLA en imposant à ses côtés au pouvoir à Luanda, deux organisations au service d'intérêts étrangers.

Le comportement provocateur du FNLA à Luanda et les interventions financières secrètes des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud, celle armée du Zaïre, pour renforcer ces organisations financièrement et militairement, aussitôt après la conclusion de l'accord d'Alvor, le démontreront rapidement.

2. Le sabotage de l'accord d'Alvor par le FNLA, encouragé par l'aide financière secrète des Etats-Unis et l'intervention militaire du Zaïre en Angola: janvier - juillet 1975.

Alors que la politique de "réconciliation" avait été présentée comme visant à établir un équilibre entre les organisations nationalistes en présence, équilibre solennellement consacré par l'accord d'Alvor, les Etats-Unis, un des principaux promoteurs de cette politique, décidaient, le 22 janvier 1975, avant même la mise sur pied du gouvernement de transition, d'apporter immédiatement, mais secrètement, un soutien financier au FNLA (1).

Cette décision, qui allait à l'encontre de la politique de non-ingérence officiellement annoncée, allait encourager le FNLA à poursuivre ses provocations et attaques armées contre le MPLA.

Mis sur pied le 31 janvier 1975, le gouvernement de transition fut rapidement placé devant des difficultés insurmontables en raison des divergences politiques profondes entre les trois organisations et du comportement agressif du FNLA.

Nouvellement renforcé dans son armement par l'aide militaire du Zaïre et de la Chine (2), encouragé par le soutien financier des Etats-Unis, le FNLA était résolu à recourir aux moyens militaires pour tenter de s'imposer par la force là où il était incapable de gagner par des moyens non violents, l'appui de la population.

Or à Luanda précisément, le MPLA disposait, quant à lui, du soutien massif de la population africaine comme l'avait confirmé, le 4 février 1975, le retour du Président Agostinho Neto accueilli massivement par le peuple de Luanda en libérateur.

Avant même le retour officiel de la direction du MPLA à Luanda, la population de la ville s'était organisée de façon autonome, en commissions de quartiers, destinées à structurer la vie collective après l'effondrement du pouvoir colonial et à assurer l'autodéfense des populations face aux attaques ordées émanant alors surtout des milieux Blancs.

(1) A propos de cette décision, infra.

(2) Depuis 1973, la Chine qui avait cessé de soutenir le MPLA accordait une aide militaire au FNLA qu'elle accroîtra de manière importante après le 25 avril 1974 cf infra.

L'ensemble de ces commissions reconnaissait dans le MPLA, l'avant-garde de ce pouvoir populaire en voie de développement et lui apportait son appui organisé.

A l'opposé, peu populaire dans la capitale, le FNLA essaya pour sa part, de s'imposer par la force et la terreur. La multiplication de ses provocations et de ses agressions conduisit à des affrontements armés extrêmement violents entre le FNLA et la population des "musseques". (1)

Dès le mois de février 1975, les heurts se multipliaient entre le MPLA et le FNLA. Ces incidents s'intensifièrent en mars et culminèrent le 25 mars dans le massacre par le FNLA, à Kifangondo, à une trentaine de kilomètres de Luanda, d'une cinquantaine de jeunes recrues du MPLA. Ce massacre, profondément ressenti par le peuple angolais, allait marquer un tournant irréversible dans les relations MPLA-FNLA. (2)

Simultanément à ces attaques armées du FNLA contre les sympathisants et militants du MPLA à Luanda, le FNLA s'efforçait d'éliminer par les armes, l'influence politique du MPLA au nord de l'Angola.

Dès février 1975, après une campagne de recrutement forcé au Zaïre parmi les émigrés angolais, le FNLA, encouragé par les Etats-Unis, directement soutenu par le Zaïre et renforcé par l'aide militaire chinoise, déplaçait son armée et lui faisait franchir la frontière de l'Angola (3). Appuyée, en mars, par des éléments de l'armée zaïroise, cette armée qui ne s'était heurtée à aucune opposition de la part de la puissance coloniale garante jusqu'à la proclamation de l'indépendance de l'intégrité territoriale de l'Angola, étendait progressivement son contrôle aux deux

(1) Nom donné aux vastes quartiers africains qui entourent le centre commercial et résidentiel de Luanda, qui était alors quasi-exclusivement réservé aux Blancs.

(2) International Herald Tribune, 29-30 mars 1975 ; Guardian 29 mars 1975.

(3) Les troupes zaïroises avaient franchi la frontière angolaise le 25 mars 1975 selon G. Garcia MARQUEZ, Opération Carlotta ; Cuba's Role in Angola, Cuba, Update n°1, April 1977. Pour sa part, le Président du MPLA, le Dr. A. Neto dénonçait au lendemain de l'Accord d'Alvor "l'invasion silencieuse" dont était l'objet l'Angola. En avril 1975, il parlait d'"invasion silencieuse par des soldats venus du Zaïre", Espresso, 25 janvier 1975, cité dans Facts and Reports, vol. 5, n°4 et Zambia Daily Mail, Ibid, n° 10, 17 mai 1975. Les auteurs déjà cités J. Stockwell, N. Daviu, se réfèrent à la pénétration de troupes zaïroises en Angola, en mars ou au printemps 1975, ainsi que MARCUM, J.A., Lessons of Angola, Foreign Affairs, Vol. 54, April 1976, n° 3, p. 415.

Le 8 août, les derniers membres du gouvernement de transition appartenant au FNLA quittaient Luanda sous la protection de l'armée portugaise. Le 11 août l'UNITA, privé du soutien de son allié, quittait à son tour Luanda, et le 13 août le dernier bastion contrôlé par le FNLA dans les faubourgs de Luanda, le Fort de Sao Pedro de Barra (1) était évacué avec l'aide de l'armée portugaise, par les 600 hommes du FNLA qui s'y étaient retranchés. Quelques jours plus tard, on découvrait un charnier contenant les corps de dizaines de militants et sympathisants du MPLA assassinés par les forces du FNLA avant leur retraite. Simultanément les affrontements armés s'intensifiaient au nord et à l'est de Luanda.

Pour le MPLA, ces événements signifiaient la fin de tous compromis, de toutes relations avec le FNLA. Ils n'étaient pas la conséquence d'une désunion des mouvements de libération, ni une conséquence des problèmes tribaux. Il s'agissait d'une lutte entre forces révolutionnaires, vouées à l'émancipation de l'Angola, et, forces réactionnaires internes et externes. (2)

C'est pourquoi le MPLA, qui avait reçu depuis mars 1975, une aide en armes de ses alliés traditionnels, allait poursuivre son action armée visant à éliminer le FNLA des bases ou délégations établies entretemps dans plusieurs régions du pays.

Alors que ces affrontements armés ne s'étaient déroulés, jusqu'en juillet 1975, qu'entre le FNLA renforcé d'éléments de l'armée zaïroise, et le MPLA, après cette date, les forces armées de l'UNITA devaient s'allier ouvertement au FNLA pour combattre le MPLA. Le 15 août J. Savimbi s'entretenait à Kinshasa avec le président Mobutu et le 21 août, l'UNITA faisait une déclaration formelle de guerre au MPLA. Parlant de Kinshasa, le porte parole adjoint des Affaires Etrangères de l'UNITA, déclarait que son mouvement ne discuterait plus, ni ne négocierait plus avec le MPLA mais "combattrait ce groupe appuyé par les Soviétiques" partout où ses troupes le rencontreraient. (3)

Malgré la formation de ce front FNLA-UNITA et en dépit de l'escalade des interventions étrangères le MPLA avait, moins d'un mois avant la date prévue pour la proclamation de l'indépendance, étendu son contrôle aux principaux centres urbains du pays, y compris à tous les ports, à l'exception de ceux situés au nord de Luanda. Parmi les seize districts de l'Angola, le FNLA et l'armée zaïroise contrôlaient encore Uige et Zaïre, tandis que l'UNITA était présent dans les districts de Huambo et de Bie au centre et au sud-est du pays. Cabinda dont la production de pétrole représentait 60 % des revenus de l'Angola, était également sous le contrôle du MPLA. Or à cette époque, comme nous l'examinerons plus en détail

(1) Une forteresse du 16e siècle commandant le port de Luanda et située à côté des installations pétrolières de Petrangol.

(3) Le Monde 18 août 1975, The Times, 22 août 1975 publiés dans Facts and Reports

le MPLA était confronté à des interventions et agressions étrangères : celle du Zaïre au nord, celle de l'Afrique du Sud au sud qui se limitait encore à la zone frontalière, interventions qui se rattachaient à l'opération para-militaire secrète des Etats-Unis en Angola, décidée au lendemain de l'éviction de l'FNLA de Luanda en juillet 1975. (1)

L'Angola connaissait aussi un exode massif de la population d'origine portugaise.

En dépit de cette situation d'ingérence étrangère et de conflits armés, le pouvoir portugais pour sa part, à quelques semaines de la proclamation de l'indépendance s'en tenait encore à la politique de dialogue et de conciliation entre le MPLA, le FNLA et l'UNITA.

Dans ces conditions, en position de force, non seulement dans la capitale mais dans la plus grande partie du pays, y compris les centres urbains, malgré les interventions étrangères et la politique d'abandon du Portugal, le MPLA se déciderait résolu, si nécessaire, à proclamer unilatéralement l'indépendance de l'Angola à la date prévue par l'Accord d'Alvor.

C'est pour empêcher la réalisation de cet objectif que l'Afrique du Sud, soutenue par les Etats-Unis, envahissait le 23 octobre 1975 le territoire angolais et venait renforcer la coalition FNLA-UNITA, forces armées zaïroises, mercenaires occidentales combattant avec un matériel militaire et des conseillers militaires américains en Angola dans le cadre de l'opération para-militaire secrète décidée le 16 juillet 1975 par le Président Ford et le Secrétaire d'Etat Kissinger.

Ainsi l'armée zaïroise, devenue, aux côtés du FNLA, l'instrument de l'impérialisme américain en Angola, se retrouvera sur le territoire angolais aux côtés des forces armées du régime minoritaire raciste de Pretoria, dans la guerre d'agression menée par l'impérialisme en violation du droit à l'autodétermination du peuple angolais, contre le MPLA et contre le nouvel Etat indépendant.

(1) Infra.

B. L'agression internationale contre le MPLA et la R.P. d'Angola.
 Juillet 1975 - Mars 1976.

La période qui s'étend entre la libération de Luanda par le MPLA, en juillet 1975 et le 11 novembre 1975, date prévue pour l'accession à l'indépendance de l'Angola, a donc été marquée par l'extension de la situation de conflit armé à la plus grande partie du territoire angolais.

Quoique à Luanda les combats aient eu lieu entre le MPLA et le FNLA, il ne s'agissait pas d'une guerre civile mais d'une lutte menée avec la participation directe au nord de l'Angola, d'un Etat étranger, le Zaïre, et avec l'appui matériel de deux autres Etats : les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.

Redoutant que le libre exercice par le peuple angolais de son droit à l'autodétermination ne consacre, au niveau du pouvoir politique de l'Etat indépendant, la victoire du MPLA, ces Etats étaient déterminés à imposer, par la force si nécessaire, le FNLA et son allié l'UNITA, considérés comme les garants de leur politique néo-coloniale en Angola et en Afrique australe.

L'escalade des interventions étrangères dans les mois qui précédèrent la date fixée pour l'indépendance, interventions menées dans le secret des Parlements et de l'opinion publique des pays qui y participaient le plus activement -Etats-Unis, Zaïre, Afrique du Sud- n'empêchera pas la proclamation, le 11 novembre 1975, de la R.P. d'Angola par le MPLA dans les circonstances dramatiques d'un pays envahi par deux armées étrangères, celles du Zaïre et de l'Afrique du Sud, invasions soutenues par les Etats-Unis.

Assailli sur plusieurs fronts, le nouvel Etat fera immédiatement appel à l'aide massive de ses alliés. La plus spectaculaire et la plus décisive de ces aides sera celle apportée par les forces armées cubaines qui combattront en Angola aux côtés des FAPLA. (1)

La proclamation de l'Etat et sa reconnaissance immédiate par une trentaine de gouvernements ne mettra pas fin non plus à l'agression étrangère ni à la campagne de propagande mensongère visant à masquer ces interventions derrière les slogans d'une menace soviétique en Angola et en Afrique australe.

(1) Forces populaires de libération de l'Angola, nom de l'armée du nouvel Etat.

Au contraire, et pendant plusieurs semaines encore, les Etats-Unis accroîtront, toujours secrètement, leur aide militaire au FNLA et à l'UNITA tandis que les troupes zaïroises et sud-africaines auxquelles se sont joints des mercenaires recrutés aux Etats-Unis et en Europe occidentale, poursuivront leur combat et leur oeuvre de destruction sur une grande partie du territoire angolais.

Le premier arrêt donné à cette agression viendra du Sénat américain enfin saisi de l'opération para militaire secrète américaine en décembre 1975.

L'alliance "impie" entre le régime raciste de Pretoria, les Etats-Unis, le Zaïre, le FNLA et l'UNITA ayant enfin été démasquée en Occident et en Afrique, les combats, pillages et destructions de l'Angola se poursuivront encore, mais se solderont par la déroute du FNLA et de l'armée zaïroise qui quittera l'Angola en janvier 1976, par l'échec de l'opération mercenaire début février 1976, et enfin par le départ des troupes sud-africaines le 27 mars 1976, emmenant avec eux, pour les regrouper et les entraîner en Namibie, des contingents du FNLA et de l'UNITA.

Saisi de cette situation d'agression internationale, le Conseil de sécurité ne la condamnera que le 31 mars 1976, alors que les dernières troupes des Etats agresseurs avaient déjà quitté le territoire angolais.

Ni le Zaïre, pour son invasion du territoire angolais, ni les Etats-Unis pour leur soutien à une guerre d'agression ne seront cités dans cette résolution. Seul leur allié sur le terrain, l'Afrique du Sud, sera désigné comme agresseur et requis d'indemniser l'Angola pour les dommages et dégâts matériels infligés à cet Etat, dégâts évalués par l'Angola à 7 milliards de dollars⁽¹⁾.

Nous examinerons ci-dessous, plus en détail, cette opération militaire secrète américaine et le rôle du Zaïre dans celle-ci.

(1) Cette résolution S/387 a été adoptée le 31 mars 1976 par 9 voix et

1. L'opération para-militaire secrète des Etats-Unis contre le MPLA et contre la R.P. d'Angola.

Le Zaïre plaque tournante de cette opération.

Bien que les Etats-Unis n'aient pas envoyé de troupes combattre en Angola, les interventions armées du Zaïre et de l'Afrique du Sud en territoire angolais ainsi que l'utilisation de mercenaires en Angola, s'inscrivent dans le cadre de l'opération secrète décidée par le gouvernement américain dès juillet 1975, en vue d'apporter, par l'intermédiaire de la CIA, un important appui militaire au FNLA et à l'UNITA dans leur lutte contre le MPLA, appui assorti d'une guerre secrète de propagande visant à dénoncer le MPLA comme instrument de la politique soviétique en Angola.

Sur cette opération, dont le Zaïre devait constituer la plaque tournante, nous disposons du témoignage très documenté du principal responsable de son exécution, l'ancien officier de la CIA, John Stockwell qui, écoeuré par l'échec prévisible de l'opération américaine en Angola, décidait, en décembre 1976, de démissionner de la CIA en rendant publics les motifs de sa décision. On se réfère aussi au témoignage de Nathaniel Davis, ancien ambassadeur du Chili, devenu Secrétaire d'Etat pour les affaires africaines et qui, opposé dès l'origine à cette opération militaire secrète en Angola dont il estimait l'issue très douteuse, démissionna de ses fonctions en juillet 1975, le jour même où le Secrétaire d'Etat Kissinger approuvait le projet d'intervention de la CIA (1).

Connue sous le nom de code IA-FEATURE⁽²⁾, cette opération a été décidée le 16 juillet 1975, au lendemain même de l'éviction du FNLA de Luanda. La décision émanait cette fois du Secrétaire d'Etat Kissinger. Elle ne constituait certes pas la première intervention de la CIA aux cotés du FNLA, mais elle représentait une escalade dans cette intervention, puisque de financière et politique elle devenait paramilitaire et allait entraîner le gouvernement américain à soutenir directement, non seulement l'invasion de l'armée zaïroise en Angola mais celle de l'Afrique du Sud menée à partir du territoire international de la Namibie.

(1) Nathaniel Davis, *The Angola Decision of 1975: A Personal Memoir*, Foreign Affairs, Fall 1978, p. 119

(2) Stockwell, J. op. cit., p. 46 I.A. désigne l'Angola.

a) Roberto Holden, un homme de la CIA.

C'est la FNLA et son inséparable allié le Zaïre qui devaient être les principaux instruments de cette opération secrète à laquelle l'UNITA de J. SAVIMBI sera associé.

En analysant l'origine du FNLA, nous avons déjà indiqué l'importance politique que l'UPA, son prédécesseur, attachait au rôle des Etats-Unis en Angola, la protection que ce mouvement avait cherché auprès du régime américain dans sa lutte contre le colonialisme portugais et le souci de ce mouvement de se présenter comme opposé à la pénétration communiste en Afrique. (1)

Il est notoire, d'autre part, que des liens ont été établis très tôt entre Holden Roberto et la CIA et qu'il recevait une aide financière de cette organisation en échange d'un travail d'information. Ainsi dès l'origine, le FNLA, soit directement à travers Roberto, soit par l'intermédiaire des gouvernements congolais et surtout du régime de Mobutu, bénéficie de l'intérêt et du soutien de la CIA qui disposait au Zaïre de très importantes installations. (2)

La présence continue du FNLA au Congo-Zaïre, alors que les Etats-Unis et leurs alliés européens maintenaient par la force ce pays dans le camp occidental et lui faisait jouer un rôle contre révolutionnaire en Afrique, les liens étroits entre Holden Roberto et Mobutu, instrument de la politique américaine et occidentale en Afrique, la transformation des forces combattantes du FNLA en une branche de l'armée zaïroise, tous ces facteurs allaient contribuer à permettre aux Etats-Unis, à travers le Zaïre et par l'intermédiaire de la CIA, d'utiliser non seulement le FNLA comme une cinquième colonne en Angola, mais d'en faire, avec la coopération du Zaïre l'instrument principal de leur intervention militaire secrète dans ce pays.

b) L'aide secrète de la CIA au FNLA après le 25 avril 1974.

Si on examine l'aide de la CIA au FNLA postérieure au 25 avril 1974, date du coup d'Etat à Lisbonne, J. Stockwell fixe au 7 juillet 1974, soit à peine plus de deux mois après le coup d'Etat, le début du nouveau financement secret du FNLA par la CIA. Il qualifie les contributions financières de la CIA comme étant alors modestes, mais assez importantes que pour faire savoir à l'étranger que la CIA s'insérait dans la course au pouvoir. (3)

Ces financements secrets furent poursuivis par la CIA au cours de l'automne 1974. Les agents de la CIA à Kinshasa avaient pour mission de laisser filtrer l'information sur l'octroi de cette aide tenue par contre ignorée de l'opinion publique américaine.

Le 22 janvier 1975, au lendemain donc de la signature de l'accord d'Alvor l'intervention américaine franchissait un nouvel échelon. Cette fois la décision d'intervenir était approuvée par le "Comité des 40", l'organe au sommet chargé de contrôler les opérations secrètes de la CIA à l'étranger et au sein duquel le Secrétaire d'Etat Kissinger exerçait alors une influence prépondérante. Le montant de la contribution destinée au FNLA s'élevait à 300.000 dollars.

L'aide devait être transmise au bénéficiaire par la CIA à travers sa représentation de Kinshasa.

Certes, en janvier 1975, cette aide américaine au FNLA était, en principe, octroyée à des fins politiques et non militaires pour renforcer le FNLA dans sa course au pouvoir. Mais outre que cette intervention violait l'équilibre recherché par l'accord d'Alvor, l'autorisation donnée, l'était au niveau politique le plus élevé, quoique à l'insu du Congrès. Elle signifiait que les Etats-Unis étaient décidés à intervenir dans le règlement d'un problème interne angolais au risque de provoquer un conflit armé en Angola en accordant, avant les élections, cette aide à l'organisation la moins populaire, mais la plus forte au point de vue militaire et la plus provocatrice.

A cette époque le FNLA était en train de réorganiser son armée et bénéficiait à cette fin de l'aide du Zaïre et de la Chine.

Ainsi le 29 mai 1974, soit un mois après le coup d'Etat à Lisbonne, un premier contingent de 112 conseillers militaires chinois, commandé par un major général, arrivait au Zaïre pour entraîner l'armée du FNLA, déjà encadrée par une centaine d'instructeurs zaïrois. Une division de dix à quinze mille hommes était en voie de constitution. Son armement selon le FNLA devait être assuré dans la proportion d'un tiers par le Zaïre et de deux tiers par la Chine.

Le 24 septembre 1974, le FNLA rendait publique la réception au Zaïre également, de 450 tonnes de matériel de guerre chinois. (1)

(1) STOCKWELL, J., op.cit., p. 67 ; Le Soir, 6 juin 1974 et 24 septembre 1974.

L'aide américaine allait ^{donc} à une organisation qu'un haut responsable militaire portugais, Haut Commissaire en Angola de juillet 1974 à janvier 1975, en identifiant cette organisation à son leader, qualifiait publiquement, en mai 1975, comme suit :

"Selon moi, Holden est un agent de l'impérialisme international qui lui fournit des armes, des mercenaires et de l'argent. Il ne représente pas le peuple angolais mais une seule tribu ; le FNLA ne s'appuie que sur la force brutale et n'est d'ailleurs pas vraiment implanté en Angola. Pourquoi Holden reste-t-il à Kinshasa ?

.....
Il ne faut pas que cette nation devienne un autre Congo, avant qu'il ne soit le Zaïre. En libérant l'Angola d'un fascisme Blanc, nous ne voulons pas qu'il devienne la proie d'un fascisme noir" (1).

Ces différents appuis joints à l'intervention des forces armées zaïroises au nord de l'Angola, n'allaient pas empêcher la défaite du FNLA à Luanda, le 11 juillet 1975, ni cette défaite décourager l'intervention américaine.

c) L'opération para-militaire secrète des Etats-Unis en Angola.
(juillet 1975 - février 1976).

Malgré des avis autorisés en sens contraire, dès le 14 juillet, le Comité des 40 demandait à la CIA de lui soumettre un plan d'action clandestine en Angola. Le 16 juillet, ce plan, élaboré par la Division Afrique de la CIA, était approuvé par le Président Ford qui autorisait l'octroi d'un crédit de 6 millions de dollars.

Selon J. Stockwell, sur ces 6 millions, 2.750.000 dollars ont été remis, en espèces, à Mobutu pour l'encourager à envoyer plus d'armes au FNLA et à l'UNITA. (2) Roberto et Savimbi se virent octroyer chacun deux millions de dollars pour les activités générales de leurs mouvements, à raison de 200.000 dollars par mois chacun (3).

Le 27 juillet, le Président Ford autorisait un nouveau crédit de 8 millions de dollars et le 29 juillet le premier avion, un C 141, chargé de livrer de l'armement au FNLA, quittait les Etats-Unis pour Kinshasa, plaque tournante de l'opération LA FEATURE. Les 8 millions allaient être affectés principalement au transport par bateau d'armes des Etats-Unis au Zaïre et à la location d'avions pour ^{leur} transport de Kinshasa en Angola (4).

(1) Déclaration de l'Amiral Rosa Coutinho à "Spécial", Bruxelles, 7 mai 1975.

(2) A la fin de l'opération CIA, Mobutu aurait reçu 1.986.700 dollars dont 600.000 représentaient une indemnité pour un avion détruit. Le reste devait être distribué au FNLA et à l'UNITA. Selon Stockwell, Mobutu aurait conservé une somme de plus d'un million de dollars.

STOCKWELL, J. op cit pp 306 et 312.

L'opération impliquait, en effet, le transport, au départ des Etats-Unis, par avion et par bateau, d'importantes quantités d'armements à Kinshasa. De là, les armes débarquées secrètement avec l'aide de l'armée zaïroise, étaient transportées vers l'Angola, soit par la force aérienne du Zaïre, soit par des avions loués et volés au MPLA en Angola par des pilotes en échange d'un paiement par la CIA (1). Le transfert se faisait sous la supervision d'officiers de la CIA. Les armes étaient destinées soit au FNLA et à l'UNITA, soit au Zaïre pour ses activités militaires en Angola. (2).

Dès le début du mois d'août, l'armée de Mobutu et sa force aérienne avaient transporté à la base du FNLA située à Ambriz à 70 miles au nord de Luanda, suffisamment d'armes pour équiper deux bataillons d'infanterie et neuf voitures blindées Panhard. (3).

Commentant pour J. Stockwell l'objectif de l'opération Angola, Georges Coe, le responsable des opérations de la CIA en Afrique, lui déclarait le 30 juillet :

" Nous mettons sur pied un programme pour appuyer Savimbi et Roberto. Nous avons 14 millions de dollars et nous avons déjà envoyé des armes par avion. Nous envoyons des armes à Kinshasa pour remplacer l'équipement que Mobutu a volé en Angola en le prélevant sur ses propres stocks. L'idée est de déséquiper le MPLA militairement jusqu'au moment où les élections seront organisées en octobre". (4)

L'aide de la CIA et les déclarations redondantes du FNLA, notamment celle de Holden Roberto annonçant, fin juillet "sa marche sur Luanda" et celle de Johnny Eduardo, membre du Bureau Politique du FNLA, qui confirmait à la mi-août cette détermination du FNLA de reconquérir Luanda :

n'allait pas suffire à renverser la situation politique et militaire en faveur des protégés des Etats Unis.

" Le FNLA est une armée. Nous avons des blindés. Notre action est planifiée. Aucune force ne pourra nous empêcher de rentrer dans Luanda. Ce n'est pas du chantage.

.....

Que le MPLA soit au pouvoir ou non, nous allons rentrer à Luanda et ce sera un carnage", (5)

- (1) Neuf avions volés au MPLA ont été utilisés par la CIA cf Stockwell J. op. cit. p. 209
- (2) La liste des armes et matériel délivrés au FNLA et à l'UNITA et la liste des fournitures faites au Zaïre dans le cadre du programme anglais sont publiées par J. Stockwell, Appendix pp. 209-216.
- (3) Ibid., p. 37
- (4) Ibid., p. 206, souligné par nous
- (5) Souligné par nous. Le Monde, 19 août 1975.

Le 20 août, le Président Ford autorisait, dès lors, un troisième crédit de 10,7 millions de dollars destiné à l'octroi d'armes et de munitions, au recrutement de mercenaires et à couvrir la subsistance des forces du FNLA et de l'UNITA. Ce montant comprenait le coût de 1000 colis d'armes destinés, à la demande du président zaïrois, à équiper un contingent de troupes zaïroises qui allaient partir, le 2 novembre, aux côtés des combattants du FLOZ, à une invasion de l'Angola.

En un mois, 24 millions de dollars avaient donc été investis secrètement dans la guerre menée en Angola contre le MPLA. Le 27 novembre, postérieurement à l'indépendance de l'Angola, le Président Ford approuvait l'octroi de 7 autres millions de dollars. Au total, 31,7 millions de dollars allaient être consacrés à cette opération. (2)

L'assistance militaire de la CIA ne devait pas être limitée à l'envoi d'armes et de munitions, de matériel militaire mais la CIA devait, sur le terrain même, jouer, aux côtés du FNLA et de l'UNITA, un rôle de conseillers militaires.

Alors que le Comité des 40 interdisait l'envoi de conseillers militaires américains en Angola, J. Stockwell précise toutefois que la CIA a fourni au FNLA et à l'UNITA des experts en ce domaine.

" Dès le départ, nous étions très impliqués dans la direction de la guerre, de Washington, de Kinshasa et des bases avancées en Angola. Afin de masquer ces activités... nous appelions ces conseillers que nous avions placés en Angola "collecteurs de renseignements", bien que leur tâche principale sur ce sujet, était toujours subordonnée à leurs activités de conseillers militaires."

Ainsi J. Stockwell précise que la CIA aidait sur le terrain le FNLA et l'UNITA dans le domaine des communications. La bataille de Lobito, en août 1975, aura été préparée par la CIA. Celle-ci est intervenue aussi dans la formation des combattants. Il cite, à titre d'exemple, le fait qu'un officier supérieur américain retraité a été assigné au commandement du FNLA à Ambriz et qu'une équipe spéciale dans l'infanterie destinée à entraîner des cadres de l'UNITA au Zaïre a été envoyée à Ambriz et à Silva Porto.

La CIA a financé également à travers l'ancien colonel portugais Santos Caeiro des "conseillers militaires" portugais qui opéraient avec le FNLA au nord de la

(1) Stockwell, J., op. cit. p. 87

(2) Cette somme ne couvrait pas les salaires et le coût des dépenses aux locaux et d'employés de la CIA engagés dans cette opération et qui représenterait selon Stockwell plusieurs millions de dollars.

En fait, selon J. Marcus, le matériel militaire fourni, aurait été intentionnellement sous-évalué et l'intervention américaine représenterait en réalité un montant beaucoup plus élevé. "Washington Post", 27 novembre 1975, p. 13.

Plusieurs dizaines d'officiers de la CIA furent d'autre part envoyés à Kinshasa, Luanda et à Lusaka dans le cadre de cette opération. Un nombre important de ces officiers furent engagés dans la guerre de propagande dénonçant l'assistance militaire accrue des alliés du MPLA comme une menace communiste en Afrique et niant toute intervention ou aide américaine en Angola.

Malgré ces différentes formes d'intervention, Stockwell jugeait la situation politico-militaire des alliés de la CIA très critique en Angola jusqu'à ce que "le Zaïre et l'Afrique du Sud aident à redresser cette situation"⁽²⁾.

Il est clair, à la lecture de l'ouvrage de Stockwell que l'intervention armée du Zaïre s'intégrait dans un plan global d'agression contre l'Angola. A propos de cette intervention, nous avons déjà évoqué la présence camouflée au sein de l'armée du FNLA d'éléments zaïrois dans ses rangs. Colin Legum écrivait, en mai 1975, à ce sujet :

"Le FNLA a amené près de 10.000 hommes armés en Angola de ses bases établies au Zaïre. Les recrues sont presque exclusivement Bakongo. Vu que cette tribu est à cheval sur la frontière, il est difficile de déterminer qui parmi eux sont des guérilleros angolais et qui sont des soldats zaïrois" (3).

D'après C. Legum, la présence de soldats zaïrois en Angola était alors estimée à 1.200 hommes. Il s'agissait de Bakongo n'ayant aucune connaissance du portugais ou d'une langue angolaise.

Les accusations d'immixtion dans les affaires intérieures angolaises dirigées contre le Zaïre n'émanaient pas du seul MPLA. La gravité de cette immixtion directe devait mener l'Amiral Rose Coutinho à préconiser une action internationale en vue d'y mettre fin.

"Une action internationale est nécessaire pour obliger Mobutu à reprendre sa place d'observateur et non de participant sur l'échiquier angolais. Il existe un mouvement en Angola qui reçoit quotidiennement l'aide du Zaïre voisin. Ceci constitue une immixtion directe dans les affaires de l'Angola et rend plus difficile le processus de décolonisation" (4).

L'Amiral qualifiait alors le FNLA de tête de pont du Zaïre en Angola.

(1) STOCKWELL, J., op.cit., p. 177.

(2) Ibid., p. 163.

(3) Observer, 18 mai 1975.

(4) Le Soir, 30 avril 1974.

"Le Zaïre n'est peut-être pas le seul à s'intégrer dans les affaires intérieures de l'Angola, mais il est à coup sûr l'intermédiaire d'intérêts étrangers" (1).

Les forces armées zaïroises ont été accusées par le MPLA d'avoir franchi la frontière de l'Angola en mars 1975 pour aider le FNLA à occuper les districts du Zaïre et de Uige et y créer, après avoir éliminé les sympathisants et militants du MPLA de la région, une sécession de fait de cette partie du territoire angolais. Décrivant la situation existante, en juin 1975, un haut responsable du MPLA précisait que

"Tout contrôle frontalier entre les deux pays a été aboli et les douaniers ont été expulsés ou arrêtés. Un grand nombre de produits angolais (farine, huile, poisson, etc...) passent ainsi en contrebande au Zaïre, tandis que des camions d'armes et de matériel militaire pénètrent librement en territoire angolais" (2).

Il semble que, outre l'appui logistique apporté aux troupes du FNLA, le Zaïre devait alors fournir des commandos en tant que conseillers du FNLA et l'appui de l'artillerie légère dans les opérations menées par le FNLA au nord de l'Angola.

À partir de la défaite militaire du FNLA à Luanda, l'intervention armée du Zaïre en Angola, quoique toujours niée par le Zaïre, allait revêtir une importance considérable et être menée en étroite coordination avec la CIA dans le cadre de son opération Angola.

Outre l'appui logistique apporté à cette opération, le Zaïre allait envoyer un nombre plus important de ses combattants au front.

Dès la mi-juillet, le Zaïre expédiait en Angola une compagnie de commandos et un escadron de voitures blindées qui participèrent à des combats en Angola⁽³⁾. Ces forces armées furent renforcées dans la deuxième semaine d'août par deux compagnies supplémentaires de parachutistes⁽⁴⁾.

À la mi-septembre, deux bataillons d'élite, le 7 et le 4e commandos, étaient envoyés par les soins du Président Mobutu lui-même au front nord.

(1) Le Soir, 5 mai 1975.

(2) Déclaration de Lucio Lara, membre du Bureau Politique du MPLA, le 26 juin 1975 à Maputo. MARCUM, J., *Lessons of Angola*.

(3) N. DAVIS, *op.cit.*, p. 121 ; STOCKWELL, J., *Appendixes*, p. 258.

(4) N. DAVIS, *op.cit.*, p. 121.

Les forces combinées zaïroises, FNLA et un groupe d'ex-militaires portugais, allaient reprendre, le 17 septembre, Caxito, une agglomération située à quelques 40 km de Luanda, redressant provisoirement la situation des alliés de la CIA. ⁽¹⁾

Le 25 octobre, l'armée sud-africaine envahissait, à son tour, le territoire angolais et le Zaïre allait se retrouver en Angola combattant du même côté que les forces armées racistes sud-africaines. ⁽²⁾

L'Afrique du Sud était devenu secrètement l'alliée du FNLA et de l'UNITA à qui elle fournissait, depuis plusieurs mois, une assistance para-militaire. L'invasion sud-africaine, quelques semaines à peine avant la proclamation de l'indépendance de l'Angola, s'intégrait dans le plan global d'agression contre le MPLA. Cette invasion sud-africaine avait débuté, dès l'été 1975, par des incursions en territoire angolais et l'occupation de plusieurs sites et agglomérations dans le sud de ce pays.

L'invasion d'octobre avait été coordonnée entre le BOSS, le service secret sud-africain, et la CIA à l'échelon le plus élevé. Des liens de coopération permanents fonctionnaient entre les agents de ces deux organisations, mêlés à l'opération Angola. Certaines rencontres entre responsables du BOSS et de la CIA eurent lieu à Kinshasa. ⁽³⁾

Au moment où se déroulait l'invasion sud-africaine, fin octobre 1975, dont l'ampleur devait être cachée au Parlement sud-africain et à l'opinion internationale, un nouveau bataillon zaïrois intervenait au sud de l'Angola.

Au début novembre, alors que l'Angola subissait le poids très lourd de l'agression sud-africaine, des forces zaïroises et du FLEC tentaient, mais sans succès, une invasion de Cabinda.

La proclamation de l'indépendance de l'Etat angolais ne met pas fin non plus à l'intervention armée du Zaïre en Angola, alors que cette agression était dirigée désormais contre un Etat indépendant.

(1) STOCKWELL, op.cit., p. 163.

(2) Sur cette intervention, les auteurs cités : Robin Hallett, *The South African Intervention in Angola, 1975-1976*, African Affairs, vol. 77, n° 308, July 1978, pp. 347-386 et Doc. ONU S/13473.

(3) STOCKWELL, J., op.cit., p. 181-182.

Des troupes zaïroises, estimées par le MPLA, en décembre 1975, à 11.200 hommes, continueront à opérer sur le territoire angolais. Elles ne quitteront ce territoire qu'à la mi-janvier 1976, au moment où l'opération Angola est en train d'être réduite à néant.

Le refus apporté par le Sénat américain, le 19 décembre, de l'octroi d'un nouveau crédit pour la prolongation de l'opération militaire en Angola allait marquer le début de l'effondrement de l'opération Angola. Ce refus fut confirmé par le Congrès, le 27 janvier. Une demande visant à porter l'aide américaine au Zaïre de 20 à 60 millions de dollars était également rejetée.

Cette décision ne devait pas empêcher la mise sur pied, sous les auspices de la CIA et avec le Zaïre jouant encore le rôle de base logistique de l'opération mercenaire. Cette entreprise criminelle finira lamentablement pour la plupart des américains et britanniques recrutés et envoyés au front. Mise sur pied grâce au financement de la CIA, l'opération mercenaire allait bénéficier de nombreuses complicités au niveau des gouvernements occidentaux en ce qui concerne le recrutement et le transport (1).

Dès février 1976, le front nord était effondré. Début mars, c'était le tour du front sud et le 27 mars les dernières troupes sud-africaines quittaient l'Angola pour se replier en Namibie où des camps d'entraînement allaient accueillir les forces disséminées du FNLA et de l'UNITA.

Tels furent les principaux aspects de la participation du Zaïre à cette guerre secrète et criminelle contre l'Angola.

(1) BURCHETT & ROOBUCK, Les putrains de l'impérialisme. Paris, Maspéro, 1977.

Notre dossier a établi, à charge du Zaïre, l'existence multiple d'interventions illicites dans la lutte de libération du peuple angolais, en violation du droit à l'autodétermination de ce peuple et la preuve de sa participation à une agression internationale contre un Etat indépendant.

Il s'agit là de faits illicites graves qui représentent des violations d'obligations internationales si essentielles pour la communauté internationale que ces violations constituent des crimes au regard du droit international qui engagent la responsabilité internationale de leurs auteurs et complices.

Il n'est pas fait état, dans ce dossier, des pertes innombrables en vies humaines, notamment parmi la population civile, des dommages et dégâts considérables, des pillages et des vols, des souffrances multiples infligées au peuple et à l'Etat angolais par cette agression internationale dont le Zaïre fût un des principaux instruments. Il est clair néanmoins que la responsabilité internationale du Zaïre est également engagée en raison de ces faits criminels.

F. Pierson-Mathy,
Chargée de cours,
Université de Bruxelles.